

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 65

[C - 97/27006]

19 DECEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 septembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, 4, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1986 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, les mots « un organisme visé par l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires » sont remplacés par les mots « un organisme visé par la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire ».

Un article 1^{er}, 5, est inséré comme suit :

« 5. L'Administration : la Division du Logement du Ministère de la Région wallonne ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, il est ajouté un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Le non-respect du délai de six mois visé à l'alinéa premier entraîne le rejet de la demande. »

Art. 3. Dans l'article 3, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1991, les tirets 3 et 4 sont respectivement complétés par les mots :

« dont une tranche de 300 000 francs au moins hors TVA est financée par le prêt hypothécaire. »;

« dont une tranche de 650 000 francs au moins hors TVA est financée par le prêt hypothécaire. ».

L'article 3, § 2, du même arrêté est complété par un tiret 2 rédigé comme suit :

« - en cas de construction, si le prêt en premier rang a financé l'achat du terrain ».

Art. 4. Dans l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, le tiret suivant est inséré entre les tirets 1 et 2 :

« - la perte involontaire totale et définitive d'un emploi de temporaire à temps plein ou à temps réduit dans l'enseignement, pour autant que l'assuré puisse justifier d'une ancienneté de service de huit ans au moins et qu'il ait droit à des allocations ou indemnités ou au maintien partiel de sa rémunération, en application des dispositions légales et réglementaires réglant la perte d'emploi involontaire; ».

Art. 5. Dans l'article 5, § 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa premier est remplacé par l'alinéa suivant :

« l'assurance garantit le paiement de trois années de charges hypothécaires pendant une durée de huit ans prenant cours à la date du premier prélèvement sur le prêt hypothécaire destiné à financer l'opération immobilière visée à l'article 3, § 1^{er}. ».

Art. 6. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. A la date de la demande et au cours de la période de deux ans précédant cette date, le demandeur, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ne peuvent être, ni avoir été, seuls ou ensemble, entièrement propriétaires ou usufruitiers de la totalité d'un autre logement.

Il est dérogé à cette dernière condition lorsqu'il s'agit d'un logement insalubre par surpeuplement ou insalubre non améliorable et pour autant que ce logement ait été occupé par le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement pendant au moins six mois au cours des deux années précédant la date de la demande.

L'insalubrité par surpeuplement est établie par l'Administration en fonction des normes définies par le Ministre.

Le logement est considéré comme insalubre non améliorable si le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ont été reconnus admissibles au bénéfice de l'allocation instituée par l'arrêté royal du 23 février 1977 concernant l'octroi par la Région wallonne d'avantages à la démolition d'habitations insalubres non améliorables, ou si le logement est reconnu insalubre non améliorable par l'Administration ou par un arrêté du bourgmestre.

La dérogation précitée est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1° en cas de pleine propriété :

a) s'il s'agit d'un logement insalubre par surpeuplement, le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à le mettre en vente dès l'occupation du logement faisant l'objet du prêt;

b) s'il s'agit d'un logement insalubre non améliorable, le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à le faire démolir ou à ne plus le destiner à l'habitation à dater de l'occupation du logement faisant l'objet du prêt;

2° en cas d'usufruit, le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à renoncer à leur usufruit, dès l'occupation du logement faisant l'objet du prêt.

Le bourgmestre constate, sans délai, l'observation ou l'inobservation des engagements prévus aux 1° et 2° et informe immédiatement l'Administration de ses constatations. »

Art. 7. Dans l'article 7, alinéa premier, du même arrêté, les mots « objet du prêt » sont insérés entre les mots « tout le logement » et les mots « et y établir sa résidence principale ».

A l'alinéa 2 du même article, les mots « de tout ou partie » sont insérés entre les mots « en cas de vente ou de location » et les mots « du logement ».

Art. 8. Dans l'article 8, alinéa premier, du même arrêté, les mots « l'Inspection générale » sont remplacés par « l'Administration ».

A l'alinéa 2, tiret 2, de l'article 8, le mot « cohabitant » est inséré entre les mots « son conjoint » et les mots « ou la personne avec laquelle il vit maritalement », et les mots «, ou ont été durant la période visée à l'article 6, » sont insérés entre les mots « il vit maritalement sont » et les mots « titulaires sur un ou plusieurs logements ».

L'alinéa 2, tiret 4, de l'article 8, est complété par les mots « et de non-aliénation du logement ».

Art. 9. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. La demande est rejetée si tous les documents nécessaires pour que l'Administration puisse statuer sur sa validité n'ont pas été transmis par le demandeur dans les douze mois de la date de la demande. »

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1997.

Namur, le 19 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 65

[C - 97/27006]

19. DEZEMBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusste Arbeiten, Wohnungswesen und soziale Maßnahmen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Dezember 1991 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 12. September 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. September 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatesrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1986 zur Einführung einer Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit wird der Wortlaut « eine Anstalt gemäß dem Königlichen Erlaß Nr. 225 vom 7. Januar 1936 zur Regelung der Hypothekendarlehen » durch den Wortlaut « eine Anstalt gemäß dem Gesetz vom 4. August 1992 über Hypothekendarlehen » ersetzt.

Es wird ein Artikel 1 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« 5. Verwaltung: die Abteilung Wohnungswesen des Ministeriums der Wallonischen Region ».

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« Bei Nichteinhaltung der in Absatz 1 erwähnten Frist von sechs Monaten wird der Antrag abgelehnt. »

Art. 3 - In Artikel 3 § 1 desselben Erlasses, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Dezember 1991 abgeänderten Fassung, werden die Striche 3 und 4 jeweils durch folgenden Wortlaut ergänzt:

« bei denen ein Teilbetrag von mindestens 300 000 Francs außer MwSt. durch das Hypothekendarlehen finanziert wird »;

« bei denen ein Teilbetrag von mindestens 650 000 Francs außer MwSt. durch das Hypothekendarlehen finanziert wird ».

Artikel 3 § 2 desselben Erlasses wird durch einen Strich 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« - beim Bau, wenn das Hypothekendarlehen im ersten Rang den Erwerb des Grundstücks finanziert hat ».

Art. 4 - In Artikel 4 § 1 desselben Erlasses wird der folgende Strich zwischen Strich 1 und Strich 2 eingefügt:

« bei unfreiwilligem, völligem und definitivem Verlust einer Vollzeit- oder Teilzeitbeschäftigung als zeitweilig bezeichnetes Personalmitglied im Unterrichtswesen, soweit der Versicherungsnehmer den Nachweis für ein Dienstalter von mindestens acht Jahren erbringen kann und in Anwendung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen zur Regelung des unfreiwilligen Verlustes der Arbeitsstelle ein Anrecht auf Zulagen oder Vergütungen oder teilweise Lohnfortzahlung hat. »

Art. 5 - In Artikel 5 § 1 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch den folgenden Absatz ersetzt:

« die Versicherung garantiert die Zahlung der Hypothekenlasten von drei Jahren während einer Dauer von acht Jahren ab dem Tag der ersten Inanspruchnahme des Hypothekendarlehens zur Finanzierung des in Artikel 3 § 1 erwähnten Immobiliengeschäftes. »

Art. 6 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 6 - Am Tag der Antragstellung und im Laufe eines zweijährigen Zeitraums vor diesem Datum dürfen der Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner oder die Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, allein oder zusammen nicht Alleineigentümer oder -nießbraucher der Gesamtheit einer anderen Wohnung sein bzw. gewesen sein.

Von dieser Bedingung wird abgewichen, wenn es sich um eine wegen Überbelegung gesundheitsschädliche Wohnung oder eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung handelt, insofern der Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner oder die Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, diese Wohnung wenigstens sechs Monate lang im Laufe der zwei Jahre vor der Antragstellung bewohnt haben.

Die gesundheitliche Unzuträglichkeit wegen Überbelegung wird entsprechend den vom Minister bestimmten Normen durch die Verwaltung festgestellt.

Die Wohnung wird als nicht verbesserungsfähig und gesundheitsschädlich betrachtet, wenn dem Antragsteller, seinem mit ihm lebenden Ehepartner oder der Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, das Anrecht auf die Beihilfe zuerkannt worden ist, die durch den Königlichen Erlaß vom 23. Februar 1977 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Vorteilen für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen eingeführt worden ist, oder wenn die Wohnung durch die Verwaltung oder durch einen Erlaß des Bürgermeisters als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig anerkannt worden ist.

Die vorerwähnte Abweichung unterliegt der Einhaltung folgender Bedingungen:

1° bei Volleigentum:

a) wenn es sich um eine wegen Überbelegung gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie zu verkaufen, sobald die Wohnung, die Gegenstand des Darlehens ist, bezogen wird;

b) wenn es sich um eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie abreißen zu lassen oder sie nicht mehr für Wohnzwecke zu bestimmen, sobald die Wohnung, die Gegenstand des Darlehens ist, bezogen wird;

2° im Falle eines Nießbrauchs müssen der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, auf ihren Nießbrauch zu verzichten, sobald die Wohnung, die Gegenstand des Darlehens ist, bezogen wird.

Der Bürgermeister überprüft unverzüglich, ob die in 1° und 2° vorgesehenen Verpflichtungen eingehalten werden, und teilt der Verwaltung seine Feststellungen sofort mit. »

Art. 7 - In Artikel 7 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut « , die Gegenstand des Darlehens ist, » zwischen die Wörter « die ganze Wohnung » und die Wörter « bewohnen und seinen Hauptaufenthaltort dort aufschlagen » eingefügt.

In Absatz 2 desselben Artikels wird der Wortlaut « wenn er die Wohnung » durch den Wortlaut « wenn er die Gesamtheit oder einen Teil der Wohnung » ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 8 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "von der Generalinspektion" durch den Wortlaut "von der Verwaltung" ersetzt.

In Absatz 2 Strich 2 von Artikel 8 werden die Wörter « mit ihm lebender » zwischen das Wort « sein » und das Wort « Ehepartner » und die Wörter « oder während des in Artikel 6 erwähnten Zeitraums gehabt hat » nach den Wörtern « an einer oder mehreren Wohnungen hat » eingefügt.

In Absatz 2 Strich 4 von Artikel 8 werden die Wörter « und das Verkaufsverbot der Wohnung » zwischen das Wort « Bewohnungspflicht » und das Wort « einzuhalten » eingefügt.

Art. 9 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 9 - Der Antrag wird abgelehnt, wenn alle Unterlagen, die die Verwaltung braucht, um über die Gültigkeit des Antrags entscheiden zu können, vom Antragsteller nicht innerhalb von zwölf Monaten nach dem Tag der Antragstellung übermittelt worden sind. »

Art. 10 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 1997 in Kraft.

Namur, den 19. Dezember 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[C - 97/27006]

N. 97 - 65

19 DECEMBER 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies ingevolge verlies van betrekking of werkongeschiktheid

De Waalse Regering,

Gelet op het programma-decreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies, ingevolge verlies van betrekking of werkongeschiktheid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 september 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 4, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1986 tot instelling van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies ingevolge verlies van betrekking of werkongeschiktheid wordt de zin "een instelling bedoeld in het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen" vervangen door de zin "een instelling bedoeld in de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet".

In hetzelfde besluit wordt een artikel 1, 5, ingevoegd, luidend als volgt :

"5. Bestuur : de Afdeling Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Als de in het eerste lid bedoelde termijn van zes maanden niet in acht wordt genomen, wordt de aanvraag afgewezen. »

Art. 3. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1991 wordt het derde streepje gevolgd door de zin :

« waarvan een tranche van minstens 300 000 frank, exclusief BTW, door de hypothecaire lening wordt gefinancierd; »

en het vierde streepje door de zin :

« waarvan een tranche van minstens 650 000 frank, exclusief BTW, door de hypothecaire lening wordt gefinancierd. ».

In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit wordt een tweede streepje met de volgende zin ingevoegd :

"- in geval van bouw, als de aankoop van het terrein door de eersterangslening wordt gefinancierd".

Art. 4. In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede streepje een bijkomend streepje met de volgende zin ingevoegd :

"het onvrijwillige totale en definitieve verlies van een voltijdse of deeltijdse tijdelijke betrekking in het onderwijs, voor zover de verzekerde het bewijs van minstens acht jaar dienstanciënniteit kan leveren en recht heeft op toelagen of vergoedingen of op het gedeeltelijke behoud van zijn bezoldiging krachtens wettelijke en verordeningsbepalingen houdende regeling van het onvrijwillige verlies van betrekking;".

Art. 5. In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"de verzekering dekt de betaling van drie jaar hypotheeklasten gedurende een termijn van acht jaar met ingang van de eerste opnemings op de hypothecaire lening voor de financiering van de in artikel 3, § 1, bedoelde vastgoedtransactie".

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Op de datum van de aanvraag en in de loop van de aan deze datum voorafgaande periode van twee jaar mogen de aanvrager noch zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, samen of alleen een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben, of gehad hebben.

Van deze voorwaarde wordt afgeweken voor een wegens overbevolking ongezonde woning of voor een onverbeterbare, ongezonde woning, voor zover ze binnen een periode van twee jaar voorafgaand aan de datum van de aanvraag minstens zes maanden werd betrokken door de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of door de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft.

De ongezondheid wegens overbevolking wordt op grond van de door de Minister bepaalde normen door het Bestuur vastgesteld.

De woning wordt als onverbeterbaar ongezond beschouwd indien de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, in aanmerking komen voor de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende de verlening, voor het Waalse Gewest, van voordelen voor de sloping van onverbeterbare, ongezonde woningen, of indien het onverbeterbare en ongezonde karakter ervan door het Bestuur of bij besluit van de burgemeester is vastgesteld.

Bovenvermelde afwijking is aan de volgende voorwaarden onderworpen :

1° in geval van volle eigendom :

a) voor een wegens overbevolking ongezonde woning moeten de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, zich ertoe verbinden die woning te koop te bieden vanaf de bezetting van de woning waarvoor de lening wordt aangeaan;

b) voor een onverbeterbare, ongezonde woning moeten de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, zich ertoe verbinden die woning te laten slopen of ze niet meer voor huisvesting te bestemmen vanaf de bezetting van de woning waarvoor de lening wordt aangegaan;

2° in geval van vruchtgebruik moeten de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote, of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, zich ertoe verbinden van hun vruchtgebruik afstand te doen vanaf de bezetting van de woning waarvoor de lening wordt aangegaan.

De burgemeester gaat onmiddellijk na of de onder 1° en 2° bedoelde verbintenissen al dan niet worden nagekomen en brengt het Bestuur onmiddellijk op de hoogte van zijn vaststellingen. »

Art. 7. In artikel 7, eerste lid van hetzelfde besluit, worden de woorden „waarvoor de lening wordt aangegaan” ingevoegd tussen de woorden „de ganse woning betrekken” en de woorden „er er zijn hoofdverblijf vestigen”.

Het tweede lid van hetzelfde artikel wordt gewijzigd als volgt: „De verzekerde verliest het genot van de verzekering in geval van verkoop of verhuring van de ganse woning of van een gedeelte ervan tijdens de door de verzekering gedekte periode.”

Art. 8. In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden „de Algemene Inspectie” vervangen door de woorden „het Bestuur”.

Het tweede lid, tweede streepje, van hetzelfde artikel wordt als volgt gewijzigd :

« - een getuigschrift van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën waarin de rechten worden vermeld die de aanvrager, zijn echtgenote of de persoon met wie hij samenwoont of ongehuwd samenleeft, op één of meer woningen heeft of tijdens de in artikel 6 bedoelde periode heeft gehad. »

Het tweede lid, vierde streepje, van hetzelfde artikel wordt gewijzigd als volgt :

« - de schriftelijke verbintenis waarbij de aanvragers zich ertoe verplichten de woning te betrekken en niet te vervreemden. »

Art. 9. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De aanvraag wordt afgewezen als de aanvrager binnen twaalf maanden na indiening ervan het Bestuur niet alle documenten heeft bezorgd die het nodig heeft om zich te kunnen uitspreken over de geldigheid van de aanvraag. »

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1997.

Namen, 19 december 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9033]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 6 janvier 1997, produisant ses effets le 31 octobre 1996, M. Schöller, F., conseiller à la cour d'appel de Bruxelles, est admis à la retraite.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 6 janvier 1997, entrant en vigueur le 31 janvier 1997, M. De Gratie, R., juge au tribunal de police de Bruxelles, est admis à la retraite, à sa demande.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 6 janvier 1997, produisant ses effets le 29 décembre 1996, M. Defour, H., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Courtrai.

Par arrêté royal du 6 janvier 1997, produisant ses effets le 27 décembre 1996, démission honorable de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton de Hamoir, est accordée à M. Renard, A.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9033]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 6 januari 1997, dat uitwerking heeft met ingang van 31 oktober 1996, is de heer Schöller, F., raadsheer in het hof van beroep te Brussel, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 6 januari 1997, dat in werking treedt op 31 januari 1997, is de heer De Gratie, R., rechter in de politierechtbank te Brussel, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 6 januari 1997, dat uitwerking heeft met ingang van 29 december 1996, is het aan de heer Defour, H., vergund de titel van zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 6 januari 1997, dat uitwerking heeft met ingang van 27 december 1996, is aan de heer Renard, A., eervol ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vredege-recht van het kanton Hamoir.